
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59524

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

FRÉDÉRIC GUELTON

LE GÉNÉRAL WEYGAND ET L'ALLEMAGNE, 1930-1935

*Avec le nouveau chef de l'état-major général, une personnalité extraordinairement énergique, à la volonté claire et orientée dans le sens du militarisme absolu, prend en main la direction de l'histoire militaire de la France*¹.

*Une nomination caractéristique: le germanophobe Weygand, chef d'état-major général*².

*Comme son seigneur et maître, le maréchal Foch, Weygand, cet homme au nom allemand, est lui aussi l'ennemi déclaré et acharné d'une entente franco-allemande*³.

Le général Weygand (1867-1965) est un des hommes clefs de l'histoire militaire de la France de la première moitié du XX^e siècle. Attaché à la personne de Foch dès les débuts de la Grande Guerre, il occupe tous les plus hauts postes de la hiérarchie militaire française jusqu'en 1935. Au cours du second conflit mondial, il quitte sa retraite bretonne pour servir au Levant en 1939 avant d'être nommé – en remplacement de Gamelin – chef d'état-major général de la défense nationale le 19 mai 1940. La défaite consommée, il est, pendant un mois, ministre de la défense puis délégué général du gouvernement en Afrique française (septembre 1940).

Placé par le gouvernement de Vichy en «activité sans emploi» le 20 novembre 1941 en raison de ses sentiments trop visiblement anti-allemands, il est assigné à résidence à Grasse puis à Cannes avant d'être enlevé et emprisonné par les Allemands. A la Libération, il est emprisonné par les Français jusqu'à ce que la Haute Cour de Justice le réhabilite le 6 mai 1948.

La longueur de sa carrière, la nature des événements qu'il vit depuis son passage à Saint-Cyr (1885-1887), seulement quatorze ans après l'humiliation du traité de Francfort, jusqu'à la fin de sa carrière en font un témoin unique des relations conflictuelles entre la France et l'Allemagne. Mais comment perçoit-il l'Allemagne, quelle image se forge-t-il d'elle pendant toutes ces années?

Pour répondre à cette question dans le cadre bref d'un article, il est tout d'abord nécessaire de borner chronologiquement notre propos puis de définir les fonctions exercées par Weygand au cours de la période considérée.

Le général Weygand qui nous intéresse ici est celui de 1930-1935, c'est-à-dire le général qui a atteint le sommet de sa carrière militaire et commande l'armée française en temps de paix tout d'abord, puis uniquement en cas de guerre.

1 Vossische Zeitung du 3 janvier 1930, édition du soir.

2 Lokal-Anzeiger du 3 janvier 1930, édition du soir.

3 Kreuzzeitung du 26 janvier 1930, 2^e édition.

Ce point particulier, cette étrangeté de l'organisation du haut-commandement français impose une précision formelle.

Jusqu'au 21 janvier 1935, date à laquelle le général Weygand quitte le service actif, l'armée française est commandée par deux hommes, un chef d'état-major général et un vice-président du Conseil supérieur de la guerre. Cette dichotomie paradoxale trouve l'un de ses fondements majeurs dans la défiance ancienne, devenue presque caricaturale en 1930, du pouvoir politique vis-à-vis de l'autorité militaire. Existente jusqu'en 1911, elle s'était effacée devant la menace de guerre et était réapparue aussitôt cette dernière terminée. Au cours de la période qui nous intéresse ici, le général Weygand occupe successivement les deux fonctions citées plus haut⁴.

Pendant la première année il est, en tant que chef d'état-major général, le chef réel de l'armée, puis pendant les quatre années suivantes, il devient, avec le titre de vice-président du Conseil supérieur de la guerre, le *commandant en chef désigné* c'est-à-dire qu'en cas de guerre, il est le plus haut personnage de l'armée détenteur d'un pouvoir qu'il définit lui-même comme étant celui du «Général qui aura la charge de commander des millions d'hommes à la frontière et devant les responsabilités duquel toutes les autres tomberont»⁵.

Mais, en temps de paix, Weygand, vice-président du Conseil supérieur de la guerre n'est détenteur que d'un pouvoir virtuel et d'une autorité morale. Aucun état-major digne de ce nom ne travaille à son profit, il ne rencontre le ministre de la Guerre que s'il en fait la demande ou si ce dernier le convoque et, paradoxe ultime, son *subordonné direct*, c'est-à-dire le général Gamelin, chef d'état-major de l'armée depuis le début de 1931, a pour *supérieur direct* le ministre de la Guerre en personne. Le général Gamelin est, de 1931 à 1940, le seul, le véritable maître de l'armée.

Cette évocation sommaire de l'organisation du haut-commandement français du début des années trente était nécessaire car une forme de confusion est souvent de règle sur cette période de cinq ans pendant laquelle Weygand est défini de façon abusive comme le «chef de l'armée», expression qui n'a aucune signification, mais est lourde de conséquence pour celui qui, comme l'historien, connaît la suite de l'histoire. Elle nous fournit par ailleurs, la mise en perspective nécessaire à une juste appréciation de l'attitude de Weygand face à l'Allemagne, tout comme des limites de son action.

Il faut maintenant s'interroger sur l'ensemble des facteurs qui contribuent à définir l'image que Weygand se fait de l'Allemagne. Cette image s'inscrit obligatoirement dans la durée et Weygand n'échappe pas aux principaux courants de pensée qui irriguent la société française de l'entre-deux-guerres faits d'interrogation, d'espoir et de crainte vis-à-vis de l'Allemagne, selon qu'elle est perçue comme une jeune

4 Il est chef d'état-major général de l'armée (CEMGA) du 3 janvier 1930 au 8 février 1931 et vice-président du Conseil supérieur de la guerre (VP-CSG) du 9 février 1931 au 21 janvier 1935.

5 Journal du général Weygand, 10 février 1933. Le journal du général Weygand se compose de 16 cahiers qui couvrent une période allant du 27 avril 1915 au mois d'août 1942. Nous avons réalisé la transcription intégrale et la plus fidèle possible d'une partie du cahier 11 (30 novembre 1925 au 30 juin 1934), de tout le cahier 12 (1930-1931) et de tout le cahier 13 (11 juillet 1934 au 26 décembre 1934), ce qui correspond à la période pendant laquelle le général Weygand a occupé, entre autres, les postes de chef d'état-major de l'armée et de vice-président du Conseil supérieur de la guerre, in: Frédéric GUELTON, *Le Général Weygand vice-président du Conseil supérieur de la guerre*, thèse de doctorat d'histoire, université de Paris I Sorbonne, 1994, vol. III.

République héritière du romantisme du siècle précédent ou au contraire comme une puissance militariste prussienne et revancharde.

Si la durée, l'héritage de Foch et le souvenir de la Grande Guerre structurent la pensée de Weygand, il subit également toutes les influences conjoncturelles de son temps et des milieux qu'il côtoie, qu'il s'agisse de ses proches, civils et militaires, du 2^e Bureau, des milieux gouvernementaux, de la presse ou des informations transmises par l'ambassade de France à Berlin.

Ainsi il apparaît que les relations qu'entretient le général Weygand avec l'Allemagne, comme avec les pays voisins ou éloignés de la France, sont marquées du double sceau de l'émotion et de la rationalité. Et, plus que dans tout autre domaine certainement, le « poids du passé » y joue un rôle prédominant.

Lorsqu'il s'intéresse, parle ou écrit sur l'Allemagne, son attitude dominante est empreinte d'intransigeance quand il s'agit de faire respecter les traités, de suspicion face aux demandes qu'elle formule, d'attention quand il suit pas à pas la reconstitution de sa puissance industrielle et militaire et de craintes quand ce qu'il appelle le *mysticisme germanique* est relayé par la propagande du parti de Hitler.

Pour le général Weygand, l'Allemagne est l'ennemi mortel de la France, l'Allemagne est son ennemi mortel.

L'Allemagne, ennemi mortel: un environnement univoque

L'intransigeance monolithique que le général Weygand affiche face à l'Allemagne et sa référence, très tôt permanente, au risque de guerre brusquée surprennent d'autant plus que l'on se rapproche du début de ses fonctions de CEMGA. Aussi doit-on se demander s'il s'agit là d'une référence au passé de la part du fils spirituel de Foch, de prises de positions conjoncturelles dans le cadre du débat politique français ou si, par leur constance et leur vigueur, elles résultent d'une démarche intellectuelle construite et fondée sur des renseignements solides.

S'il est impossible à la fois d'exclure ou de mesurer la place occupée par les deux premières considérations, nous pensons que les positions de Weygand sur l'Allemagne sont, à l'époque, lucides car elles se fondent le plus souvent sur des renseignements de première qualité dont nous avons la certitude qu'ils étaient connus par Weygand en raison des postes qu'il occupait⁶ et des milieux qu'il fréquentait. Pour d'autres, nous ne pouvons émettre que l'hypothèse qu'ils aient été connus de Weygand, car s'il est régulièrement privé d'informations par l'EMA⁷, il sait également où trouver celles qui semblent lui faire défaut⁸.

Ces documents, provenant de sources diverses, sont connus de nombreuses personnes tant à l'EMA qu'au CSG ou au Ministère. Ils contribuent à forger, au sein

6 Les surcharges manuscrites des documents ainsi que l'apposition du cachet « vu par le général Weygand » représentent en l'occurrence des preuves formelles. Pour les autres documents, il ne peut exister qu'une probabilité plus ou moins grande (en fonction de la nature du document, de son origine ou de ses destinataires) que Weygand en ait eu connaissance. Il s'agit alors plus d'une appréciation qui se fonde sur la connaissance de la question que d'une certitude.

7 Pour des raisons internes propres à l'organisation du haut-commandement français autant que pour des rivalités et des querelles de pouvoir.

8 Voir sur la question de l'information du général Weygand, GUELTON (voir note 5) vol. I, chapitre XI, p. 387-416.

des instances dirigeantes, l'image d'une Allemagne menaçante proche de celle définie par Weygand.

Ainsi, s'il est indiscutable que Weygand assume pleinement *l'héritage de Foch* et crie régulièrement *au loup* pour défendre une structure militaire et une politique de défense souvent discutées, il faut reconnaître que de très nombreux documents le renforcent dans sa perception initiale et le poussent, souvent de façon isolée, à durcir en permanence sa position vis-à-vis de l'Allemagne et à s'élever avec toujours plus de véhémence contre tout ce qui est susceptible d'affaiblir l'armée française.

L'attitude adoptée par Weygand et la manière dont il se représente l'Allemagne ne se cantonnent pas au seul domaine militaire. Elles relèvent également de la psychologie, de la politique générale de la France, de la géopolitique, de l'économie, de la stratégie et enfin seulement de la préparation des opérations militaires.

Influence de l'environnement proche

Deux documents, datés de 1932, illustrent ce qui semble bien être, en définitive, la caractéristique principale de l'approche de la menace allemande par Weygand : la multiplicité.

Le 28 juin 1932, il écrit dans son Journal :

Comte de Bourbon-Busset. Sa cousine, née de Jamourt, Princesse de Burin de Courlande : » Von Papen est un homme de paille, il sera chancelier jusqu'aux élections. D'ici là, ne rien casser, être aimable, gagner du temps – jusqu'aux élections sûrement Hitler: dès la fin de juillet 250 voix assurées. Hitler prendra alors le pouvoir, haine de la France, volonté de revanche, d'abord la Pologne, ensuite la France, mystique, tout ce qui n'a pas vingt-sept, trente ans en Allemagne en est pénétré. Von Schleicher d'accord avec lui, alliance avec la Russie«. Conclusion de la princesse: cédez sur les réparations puisque vous ne serez jamais payés, mais rien sur votre force militaire sans quoi vous êtes perdus⁹.

A peine trois mois plus tard, le général Baratier¹⁰ rédige une note¹¹ adressée au Ministre des Affaires Étrangères puis au général Gamelin, dans laquelle il résume ses réflexions et ses sentiments sur l'Allemagne. Il y brosse un tableau qui représente une perception de l'Allemagne largement partagée par les spécialistes militaires contemporains. Elle est centrée, en ce qui concerne l'armée, sur l'action entreprise par le général von Seeckt et développée dans son livre intitulé *Principes modernes de la défense nationale*¹². Le général Baratier extrait du livre le paragraphe suivant qui à lui seul pourrait suffire à justifier les craintes et les prises de positions de Weygand :

Le but de la stratégie moderne sera d'obtenir la décision avec des forces mobiles de haute qualité, sans ou avant que les masses mobilisées de la nation se soient mises en mouvement. Peu importe qu'un pays se voit contraint d'attaquer pour devancer une menace ou qu'il repousse une attaque déjà en cours. Dans le premier cas, seul un coup rapide porté avec vigueur offrira des chances de devancer et de déjouer les intentions menaçantes de l'adversaire ; dans le second cas, l'Etat agresseur est en désavantage et peut-être déjà perdu, si à l'irruption d'une armée puissante et mobile à la fois, il ne peut opposer que la machinerie à lent rendement d'une armée

⁹ Journal, 28 juin 1932.

¹⁰ Chef de la section militaire d'étude des traités auprès du Comité militaire allié de Versailles.

¹¹ Note n° 131/I/ SMET du 15 septembre 1932. SHAT 4N95.

¹² Général VON SEECKT, *Principes modernes de la défense nationale*, Berlin, mars 1930.

nationale. Ceci n'implique nullement qu'on doive renoncer à faire appel à la levée nationale comme moyen de défense du territoire.

L'idée que Weygand se fait de l'Allemagne n'a pas été déflorée à travers ces deux brèves citations. Elles ont pourtant un mérite essentiel qui est de montrer dans quelle ambiance particulière, sous quels types d'influence se compose progressivement l'image que Weygand se fait de l'Allemagne. L'impact de ces influences directes, qui confortent Weygand dans ses positions, est accentué par la nature conflictuelle des relations qui existent entre Weygand et les gouvernements successifs.

Une inversion des points de vue: les relations Weygand – Gouvernements

A défaut de pouvoir disséquer par le menu l'ensemble des relations qu'entretient Weygand avec les Gouvernements, sur la question allemande, nous pensons qu'il est possible de se faire une idée juste de la situation et de la vision de Weygand à travers l'attitude que ce dernier adopte lors de la séance du Conseil supérieur de la défense nationale (CSDN) du 28 octobre 1932 consacrée au Plan de Sécurité proposé par Paul-Boncour.

L'étude du déroulement de cette réunion¹³ montre avec clarté comment se renforce le point de vue de Weygand sur l'Allemagne, point de vue qui ne se fonde pas sur des perceptions différentes de la menace allemande entre ce dernier, Herriot ou Daladier, mais en fonction des conséquences opposées qu'ils en tirent.

Pour l'essentiel, Weygand estime que la force seule peut répondre à la menace allemande, alors que les seconds, qui avouent redouter l'Allemagne, préfèrent la négociation, la sécurité collective et le désarmement.

La réunion laisse apparaître, à travers les interventions de Herriot, Président du Conseil et de Daladier¹⁴ une véritable peur malade¹⁵ qui prend la triple forme cumulative de la peur de l'Allemagne, la peur d'être placé, par la communauté internationale, sur le banc des accusés, la peur enfin d'être isolé des nations anglo-saxonnes. C'est ce qu'exprime Herriot lorsqu'il déclare:

L'Allemagne est sortie de la Conférence. Elle refuse d'y retourner et même de réapparaître à Genève. Voilà les faits qui nous placent devant des responsabilités dont chacun de nous mesure ce qu'elles comportent d'inquiétude et même d'angoisse.

La conférence de Genève est donc au point critique, et le Gouvernement estime qu'il serait extrêmement grave que cette conférence échouât dans des conditions telles qu'on pût en rendre la France responsable. Car alors c'est la lutte des armements qui renaît, c'est le duel franco-allemand qui reprend. Il faut noter que, dans ce cas, la question de notre bon droit pourrait se

13 L'ordre du jour exact de la séance – présidée par A. Lebrun – est le suivant: »Examen, en vue des instructions à donner par le Gouvernement à la Délégation française à la Conférence de la limitation et de la réduction des armements, des conclusions arrêtées par la Commission Spéciale chargée de la préparation de la seconde phase de cette conférence«. L'étude proposée est réalisée à partir du Procès-verbal de la séance. SHAT 2N7.

14 Alors Ministre des travaux publics, Daladier devient Ministre de la Guerre dans le Cabinet Paul-Boncour, le 18 décembre suivant.

15 Il serait injuste d'attribuer aux seuls hommes politiques cette forme de peur malade et paralysante car elle irrigue tout autant une partie des chefs militaires français des différentes armées comme cela apparaît dans les différentes réunions des hautes instances (Conseil supérieur de la guerre, Conseil supérieur de la défense nationale, Haut comité militaire).

*poser, et dans des conditions juridiques défavorables en raison du texte de la partie V du traité de Versailles et de la lettre interprétative de Clemenceau. En outre, nous pensons que, dans ce duel qui s'annonce, notre potentiel en fait de population et de puissance industrielle ne vaut pas celui de l'Allemagne. Le problème qui se pose à nous, c'est de mettre la France dans son droit. Nous pensons donc que, pour associer la Sécurité et le Désarmement, il faut faire encore un effort: je n'ose pas dire un dernier effort. La grande appréhension du Gouvernement est qu'un jour la France pourrait se trouver seule devant l'Allemagne*¹⁶.

Daladier ajoute alors à l'attention de Weygand:

*Si je suppose maintenant que la Conférence échoue, chaque pays reprend sa liberté d'action: l'Allemagne en premier lieu. La France se trouvera seule en face d'une Reichswehr dédoublée ou détriplée à laquelle s'ajoutera certainement une milice. Si le Gouvernement vous dit: >Faites-moi un plan de résistance nationale dans le cas où la France serait seule contre l'Allemagne, croyez-vous que notre pays serait en état de tenir tête au Reich réarmé?< Telle est la situation. Je ne vois pas d'autre moyen d'en sortir que par le plan étudié ici*¹⁷.

Ainsi, pour Daladier comme pour Herriot, à la fin de 1932, la cause est entendue, la France est incapable de tenir tête seule à l'Allemagne encore strictement limitée – en théorie – par le traité de Versailles, et son salut réside dans le désarmement et une sécurité collective virtuelle¹⁸.

Weygand pense à l'inverse que cette attitude précipite inexorablement la France dans une spirale infernale et incontrôlée. Il estime qu'un effort de réduction des armements, consenti comme préalable par la France, ne sera pas obligatoirement suivi d'un effort similaire par les autres pays et que la France acceptera le risque de se trouver affaiblie par rapport à ses adversaires potentiels. Craignant alors de ne plus pouvoir les affronter victorieusement, et redoutant les conséquences d'une course aux armements, incertaine, la France n'aura plus d'autre issue, ayant émoussé volontairement son épée, que de rechercher un nouveau compromis international pour garantir sa sécurité nationale. C'est pourquoi il s'oppose à toute réduction de l'outil militaire français et estime que la France est en mesure – et doit le rester – d'assurer seule sa défense, quel que soit le résultat des négociations internationales et déclare que:

*s'il se défend d'empiéter dans le domaine politique, il croit qu'il est possible à un pays comme la France de répondre par la négative quand les intérêts nationaux graves risquent de se trouver compromis. La manifestation du droit n'implique pas nécessairement la faiblesse. (...) Nul plus que moi n'est discipliné; et quand j'invoque la nécessité d'en référer, pour ce qui le concerne, au Conseil supérieur de la guerre, c'est uniquement avec le souci de voir traiter avec le plus grand soin les questions techniques graves qui se posent à nous militaires. Cette préoccupation est justifiée: la discussion qui vient de s'élever entre le Ministre de l'Air et le Ministre de la Guerre sur un cas concret le montre. Je demande au Conseil de comprendre mon état d'âme. J'ai la charge de défendre la frontière avec des forces et non avec des mots. J'ai le devoir de souligner les risques que comporte la solution présentée, cette solution nous lançant complètement dans l'inconnu*¹⁹.

16 SHAT 2N7 (voir n. 13) p. 4.

17 Ibid. p. 11.

18 Voir à ce sujet la thèse de doctorat d'état et le livre de Maurice VAÏSSE, *Sécurité d'abord! La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930–17 avril 1934*, Paris (Publications de la Sorbonne) 1981.

19 SHAT 2N7 (voir n. 13) p. 13.

Ces déclarations fournissent une clef de lecture utile à la mise en perspective des décisions concernant l'armée prises entre cette date et le début de 1934²⁰ et permettent de mieux comprendre l'attitude des acteurs principaux jusqu'en juin 1940. Mais elles ne sont pas les seules à contribuer à forger chez Weygand une image totalement négative de l'Allemagne. Le général Weygand nous montre l'étendue de ses sources d'information et de son intérêt pour l'Allemagne à travers les multiples citations qui ponctuent son Journal telles les touches d'un peintre impressionniste. Elles sont d'autant plus intéressantes qu'elles semblent être les seuls souvenirs qu'il souhaite conserver d'une réunion du CSDN ou d'une rencontre faite à l'Académie ou en ville.

Ainsi, de retour d'une réunion du CSDN au début du mois de juin 1931, il ne retient qu'une phrase de François-Poncet qu'il transcrit dans son Journal:

*Conseil de Défense Nationale: Avis François-Poncet: rien à faire avec l'Allemagne, ne désarmez pas*²¹.

L'année suivante, à l'occasion de l'enterrement de M. Doumer, il écrit:

Rencontré M. Brunot à l'Institut, pour l'enterrement de M. Doumer. Il a fait des conférences, il a causé ensuite dans les brasseries, deux impressions dominent:

- *Tous les Allemands » nous ne paierons plus rien« ,*
- *La jeunesse, besoin de se sacrifier sans savoir pourquoi, mystique au service de qui la dirigera*
- *effrayant*²².

En mars 1933, le colonel Mollard, chef de la section militaire d'études des traités fait parvenir la copie d'une lettre de François-Poncet²³:

Depuis le scrutin de dimanche dernier, le parti hitlérien a accentué son action en vue de s'emparer de la direction de la police allemande et d'en faire l'instrument de sa domination dans tout l'Empire. Maître absolu de la police prussienne, il semble s'être donné pour but de s'emparer successivement de la Police des divers états.

L'environnement dans lequel gravite le général Weygand, qu'il s'agisse de celui des souvenirs de la Première Guerre mondiale ou de celui des années trente, est, sur la question allemande, univoque et influence profondément sa pensée.

Mais Weygand est aussi un chef responsable et un décideur qui cherche à infléchir le cours des événements lorsque ceux-ci ne lui conviennent pas.

Sa démarche intellectuelle se fonde alors sur la relativité des situations de la France et de l'Allemagne. La seconde nous intéresse ici tout particulièrement, mais il est nécessaire de l'introduire par un rappel de la situation géopolitique de la France telle que la définit Weygand lui-même.

20 Période pendant laquelle Daladier est Président du Conseil et/ou Ministre de la Guerre (Président du Conseil et ministre de la Guerre: 31 janvier 1933. Ministre de la Guerre: Cabinet Paul-Boncour, 18 décembre 1932 – cabinet Sarraut, 26 octobre 1933 – cabinet Chautemps, 26 novembre 1933. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères: 30 janvier 1934).

21 Journal, 13 octobre 1931.

22 Journal, 12 mai 1932.

23 Lettre de François-Poncet à Paul-Boncour, Ministre des Affaires étrangères, n° 238/ ambassade de France à Berlin du 8 mars 1933. SHAT 4N95.

Nature de la menace allemande selon Weygand

*Menace allemande et situation géopolitique de la France*²⁴

Dans une note datée du 16 janvier 1933, le général Weygand dresse un tableau de la situation géopolitique de la France qui commence par une évocation de sa position géographique :

Un développement de frontières terrestres de plus de 1000 kilomètres, dont 300 kilomètres environ de frontière commune avec l'Italie et renforcée par la barrière des Alpes, plus de 300 kilomètres de frontière commune avec l'Allemagne, sans protection naturelle à l'ouest du Rhin. Seule entre les pays de l'Europe, elle possède des frontières maritimes s'ouvrant au nord, à l'ouest et au sud sur trois mers libres à toute époque de l'année ...

A partir de ce constat géographique, il oppose, en deux ensembles, les nations hostiles à la France et celles qui lui sont favorables.

Il inclut dans un premier ensemble l'Allemagne et les voisins directs ou non de la France, qui remettent en cause les traités de paix et l'ordre établi après 1919 en adoptant des modes de gouvernement totalitaires :

*La France et ses voisins de l'est et du sud-est (qui) affirment ouvertement une politique de renversement de l'état de choses établi par les traités et des intentions agressives à son égard*²⁵.

Il redoute que ces Etats soient en mesure de déclencher contre la France ou ses alliés une guerre sans le moindre préavis, ce qu'il appelle une guerre brusquée²⁶ :

Ils ne lui laissent même pas ignorer les modalités du conflit futur, résumées dans le terme nouvellement à la mode de « guerre brusquée », sur terre, par mer et dans les airs.

Notons enfin qu'au nombre des pays ou groupes de pays qui entretiennent des relations privilégiées avec la France il ne cite que la Belgique, la Pologne et la Petite Entente.

Mais les alliances de revers de la France semblent susciter chez lui plus de souci et de crainte que d'espoir en raison des contraintes stratégiques qu'elles imposent et de l'absence de prises de position politiques françaises claires. Il développe ce point à travers l'exemple de la Poméranie polonaise dont l'invasion par l'Allemagne peut être, selon lui, redoutée :

L'envahissement de la Poméranie polonaise par les Allemands est un sujet habituel de conversation. Quelle sera l'attitude de la France si cette manifestation de « guerre brusquée » vient la surprendre en pleine paix ? Entrera-t-elle immédiatement en Allemagne pour faire respecter les Traités et pour y prendre des gages ? (...) Puisqu'un faisceau d'alliances ou d'accords conjugue notre action à celle de puissances de l'Europe Centrale ou Orientale, cette action ne peut s'exercer sans une liaison matérielle entre elles et la France. Par quelle voie ?

24 A partir de la note 138/S du général Weygand, Vice-président du CSG, datée du 16 janvier 1933. SHAT 1K130.

25 Ibid.

26 Les expressions de *guerre brusquée*, *d'attaque brusquée* puis, plus tard de *guerre éclair* méritent toute notre attention car elles sont au cœur d'une confusion née d'un amalgame rapide entre les mots *guerre*, *attaque* ou encore (bien que non mentionné ici) *bataille*.

Pour Weygand, la réponse est politique. Elle doit apparaître dans une définition claire d'une politique générale de défense de la France et plus particulièrement de la politique de défense face à l'Allemagne :

Il apparaît donc comme absolument indispensable de se mettre sans aucun retard à cette étude méthodique et approfondie. Ses résultats seront la base obligée de toute organisation ou réorganisation des forces de Défense Nationale. Elle ne peut être faite que par les chefs responsables: Ministres, Chefs militaires, c'est à dire par un Conseil de la Défense Nationale réduit et rationnellement constitué.

Cette politique de défense nationale que Weygand appelle de ses vœux doit résulter d'une étude de la menace globale que représente l'Allemagne pour la France, puis de celle de sa pensée et de son outil militaires qui permettront de déterminer quelle guerre l'Allemagne est en mesure de mener contre la France, à quelle échéance, et enfin seulement quelles répliques cette dernière peut lui opposer. Mais cette étude ne doit pas être, pour le *commandant en chef désigné*, réalisée de façon intemporelle, une fois pour toute, il faut qu'elle évolue au rythme de ce qu'il considère être la renaissance progressive mais inéluctable de la puissance militaire allemande.

Weygand et la renaissance militaire allemande, 1930-1935

1930-1931, l'Allemagne à la recherche de sa puissance

Pendant toute la période, le général Weygand est animé d'un souci constant qui est celui d'une mobilisation de l'armée française plus rapide que celle de l'armée allemande afin de pouvoir envahir l'Allemagne, combattre sur son sol, atteindre des buts de guerre²⁷ et enfin d'obtenir une *»autre paix«*. Il s'exprime sur ce point dans son Journal le 29 avril 1930 :

L'Allemagne peut préparer ce coup en un temps relativement court (5 à 8 jours?). Elle ne peut pas mobiliser des forces considérables égales à notre premier stade dans un délai moindre que un mois (?). Puisque nous pouvons marcher à partir du 16^e (12^e ?) jour, nous devons agir officiellement sans retard et obtenir des résultats décisifs ou du moins d'importance :

- transporter la guerre en pays ennemi,
- conquérir nos buts de guerre, lesquels? le Rhin? et une autre paix.

Au cours du mois de mars 1930, le général Weygand, CEMGA, adresse au maréchal Pétain, vice-président du Conseil supérieur de la guerre, une étude sur les possibilités militaires de l'armée allemande à la veille de l'évacuation des territoires de la rive gauche du Rhin²⁸.

Cette étude représente la vision initiale du nouveau chef d'état-major général de l'armée sur ce sujet. Il la résume en ces termes :

A l'heure actuelle, ni la situation intérieure, ni la situation militaire de l'Allemagne ne sont favorables à une attaque brusquée.

Il apparaît nettement qu'en 1930 l'armée allemande est totalement incapable de mener la moindre action offensive contre la France pour les trois raisons majeures que sont ses possibilités de mobilisation, ses déficits en chevaux et le très faible

27 Dont il espère qu'ils lui seront fixés par le Gouvernement.

28 Note n° 225/SAE 2/11 du général Weygand au maréchal Pétain, du 25 mars 1930, SHAT 7N2620.

développement de la motorisation. En effet, le statut militaire dicté à l'Allemagne par les traités lui impose une mobilisation lente pour une armée réduite comme le rappelle le général Weygand:

L'Allemagne est obligée d'avoir recours à une mobilisation progressive de longue durée, et elle ne peut mettre initialement sur pied qu'une armée réduite en nombre et faiblement dotée en matériel moderne.

Par ailleurs il manquerait à l'Allemagne, d'après les services de renseignement de l'EMA, 16 000 chevaux sur les 48 000 prévus pour mobiliser ses seules grandes unités autorisées par les traités. Enfin le général Weygand constate la lenteur avec laquelle le haut-commandement allemand pénètre sur la voie de la motorisation:

le commandement allemand s'engage très prudemment dans la voie de la motorisation et ne dispose encore que d'un nombre réduit de véhicules spéciaux automobiles et il n'a encore fait aucune expérience d'emploi tactique de grandes unités motorisées.

Il conclut en montrant l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Allemagne d'engager la moindre action contre la France:

La dernière note fait ressortir qu'à l'heure actuelle, ni la situation intérieure, ni la situation militaire de l'Allemagne ne sont favorables à une attaque brusquée.

Pourtant, lorsqu'il ne se fonde plus exclusivement sur les données prévues par le traité de Versailles, Weygand estime que la Reichswehr peut disposer instantanément non pas de 100 000 hommes, mais de 150 000 hommes et qu'en une semaine de mobilisation elle serait capable d'engager une armée de première ligne d'environ un million d'hommes qui pourrait être portée progressivement à 6 millions à partir de la date de rétablissement du service militaire obligatoire:

- a) 150 000 hommes (Reichswehr 100 000, Schupo 50 000), portée à 3 ou 400 000 hommes *par incorporation volontaires de moins de 33 ans instruits.*
- b) 6 à 700 000 anciens combattants de moins de 32 ans.
Soit en 4 à 6 jours, forces de première ligne 1 000 000 qui auront leur matériel en 1930 (armement portatif, mitrailleuses, artillerie légère). Soit à dater de l'appel des premiers volontaires, 20 à 35 DI, 4 DC, 20 brigades mixtes Grenzschutz de 4 à 20 jours (selon durée de tensions).
- c) 6 millions (4 millions non instruits de moins de 33 ans et 2 millions d'anciens combattants de 33 à 45 ans) pour l'armée nationale de 2^e ligne soit 120 DI par échelon de 16 à 18 dont les premières 16 à 18, 4 à 6 semaines à dater du rétablissement du service obligatoire, le tout pas avant 6 mois.
 - Avions: 450 appareils civils, 300 en 3 mois de tension: 750.
 - 3 à 4 bataillons de chars²⁹.

Les données utilisées par Weygand pourraient paraître nettement excessives si elles n'étaient corroborées par les renseignements du 2^e Bureau utilisés pour la réalisation de documents préparatoires à une réunion du Conseil supérieur de la guerre du printemps suivant³⁰. En effet, le 26 juin 1931, le général Weygand transmet aux différents membres du CSG un ensemble de documents dont le principal traite du

²⁹ Journal, 29 octobre 1930.

³⁰ Note sur les possibilités d'armement de l'Allemagne au début de 1931, CSG n° 2245/A du 26 juin 1931, SHAT 7N3563.

développement de la puissance militaire allemande et de son armement³¹. La source utilisée par le général Weygand pour ce travail – le 2^e Bureau – nous permet d'estimer que les renseignements fournis sont proches de la réalité, même si, comme c'est souvent le cas en la matière, le 2^e Bureau français peut être suspecté d'une tendance naturelle à l'exagération.

Il apparaît néanmoins dans ces documents qu'à l'aube de 1931, le général Weygand redoute beaucoup plus l'économie allemande et la mutation qu'elle a subie depuis la fin de la guerre que l'armée elle-même et qu'en son sein, c'est avant tout l'aviation allemande qui l'inquiète:

Il est prudent d'admettre qu'au 1^{er} avril 1931, l'Allemagne dispose d'un armement léger suffisant pour armer une armée de première ligne de près d'un million d'hommes. Par contre il semble que l'artillerie lourde et les chars n'existent qu'en très faible quantité. Le minimum indispensable pour risquer une aventure guerrière devrait donc être fabriqué ou importé pendant la période de tension précédant une mobilisation officielle ou accompagnant une mobilisation camouflée. Quant au matériel d'aviation, le Reich paraît pouvoir disposer sur ses 1100 avions immatriculés d'environ 500 avions utilisables militairement après une transformation n'exigeant que de faibles délais³².

Weygand redoute bien plus la capacité industrielle et la puissance financière allemandes qui seraient capables, en quelques mois, de transformer cette armée nombreuse mais sous-équipée en une «armée nationale atteignant des effectifs comparables à ceux dont disposait l'Allemagne pendant la dernière guerre (équipée) de matériel de toute sorte (armes, munitions, aviation, matériel chimique, matériel automobile etc...)³³.

Le général Weygand estime que la renaissance de la puissance militaire de l'Allemagne ne se fonde pas, en 1931, sur l'armée, mais sur un double effort financier et industriel dont les effets ne sont pas immédiatement visibles, ce qui les rend à terme d'autant plus redoutables. Il faut noter ici toute l'importance que le général Weygand confère, tant en France qu'à l'étranger, aux questions économiques, fort éloignées des simples questions «militaires» dans la réduction technique du terme. En fait, le général Weygand se préoccupe, plus que nombre de membres du Gouvernement, des questions de défense nationale qui ne sont pas de sa responsabilité directe mais qui montrent bien l'amplitude de sa perception de l'interdépendance des questions politiques, économiques et militaires de défense nationale.

L'analyse de l'effort financier allemand est réalisée par Weygand en se fondant sur les deux éléments que sont la comparaison avec le budget français et le compte-rendu du Comité d'experts du plan Dawes.

Il apparaît, d'après les chiffres présentés par le général Weygand, qu'au cours de la période 1925-1930, l'Allemagne a consacré en moyenne 42 % de plus que la France pour les seules fabrications d'armement (en moyenne 508 millions de francs par an pour l'Allemagne et 359 millions pour la France), alors que l'armée française a un effectif de près de quatre fois supérieur à celui de l'armée allemande.

31 Ibid.

32 Ibid. p. 6.

33 Ibid. p. 13 et 14.

Par ailleurs l'ensemble des budgets militaires allemand et français ont subi, entre 1929 et 1934, les évolutions suivantes³⁴:

Années	Budget allemand ³⁵	Budget français	Différence en %
1929	entre 3129 et 4800	4540	France > 45 %
1930	entre 3 075 et 4416	4630	France > 51 %
1931	entre 3 007 et 4399	4777	France > 59 %
1932	entre 4422 et 5276	5208	France > 19 % ou < 1 %
1933	5362	4608	France < 16 %
1934	8253	4547	France < 81 %

Ce tableau, approximatif³⁶ quant à la précision formelle des chiffres, peut inspirer deux réflexions. En valeur relative, le budget «militaire» français est supérieur d'environ 50 % au budget allemand jusqu'en 1931 inclus, mais l'armée française est quantitativement supérieure de 320% à l'armée allemande. A partir de 1932, la proportion s'inverse en faveur de l'armée allemande alors que l'écart en effectif demeure. Ces deux points sont fondamentaux, car, même si les chiffres sont incertains, ils montrent plus que tout autre argument dans quelles conditions financières l'Allemagne prend inexorablement le dessus sur la France avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler ou la remilitarisation de la Rhénanie qui ne sont au demeurant que les révélateurs politiques d'une tendance générale profonde.

Après avoir abordé les questions financières, le général Weygand consacre un long et minutieux exposé de la mutation industrielle allemande durant les années vingt. La nature des détails fournis montre à la fois l'intérêt qu'il y porte et l'activité des commissions de contrôle et des services de renseignements français, officiels ou non :

Une vérification inopinée d'un de ces renseignements sur l'usine Borsig à Tegel, permit à la CMIC de découvrir en 1924, dans cette usine 5000 ébauchés d'obus de gros calibres, que le gouvernement allemand déclara être des bouteilles à air liquide sous pression. Depuis 1924, l'EMA a obtenu quelques précisions sur la fabrication de matériel de guerre – interdite par les traités – dans certaines usines. Ces renseignements, d'ordre secret, ne peuvent être cités dans cette note. Enfin la vente de matériel de guerre à l'étranger, interdite par le traité, a pris ces

34 Tableau établi à partir des données fournies par les documents officiels du budget français, le général Weygand dans son «Rapport sur l'état de l'armée» et par le contrôleur général Robert JACOMET, L'armement de la France, 1936, 1939, Paris (Les éditions Lajeunesse) 1945, 406 p. La conversion des marks en francs demeure approximative car établie à partir du seul taux de 1931 (1 mark pour 6,1 francs) fourni par le 2^e Bureau.

35 Pour le budget allemand, les chiffres de la colonne de droite, plus favorable à l'Allemagne n'ont pas été utilisés dans le développement qui suit. Néanmoins leur origine semble très sérieuse puisqu'il s'agit d'un document émanant de la *Direction du renseignement* daté du 24 décembre 1931 et portant les mentions: «très bonne source, ne doit pas sortir de l'EMA». SHAT 7N3549.

36 Une étude fondamentale reste à effectuer sur les questions financières car l'un des points les plus délicats à examiner est la véracité des chiffres annoncés et ce qu'ils recouvrent. Ainsi, en 1931, lorsque le prix d'une pièce d'artillerie de campagne est évalué à 50000 marks en Allemagne, il n'est que de 20000 marks en France et l'entretien annuel est de 3500 marks chez le premier et de seulement 1200 chez le second, etc.

*dernières années une extension considérable: voir les statistiques mensuelles douanières des Pays-Bas, documents officiels*³⁷.

Le général Weygand attache également une grande importance à la réorganisation des services de fabrications militaires allemands, civils et publics. Il pense que le Ministère allemand de la Reichswehr travaille en étroite collaboration avec les industriels allemands grâce aux activités de son nouveau service de fabrications, le Heereswaffenamt (HWA), et grâce à *l'association de l'industrie allemande*³⁸.

Cela lui permet d'orienter toute l'industrie allemande dans trois directions que sont:

- *l'auto-suffisance (carburant, explosif, produits chimiques et certains produits stratégiques) grâce aux stockages;*
- *la formation d'un personnel ouvrier de haute qualité (dont une partie est assermentée), dans les usines autorisées par les traités, dans des usines-écoles (en particulier aux établissements Norddeutsche Schrauben- und Hüttenwerke qui paraissent bien être une «usine-école» fondée dans ce but, ainsi qu'à l'étranger, Smit en Hollande, Bofors en Suède, Soleure en Suisse, ...);*
- *La mise en place des machines-outils et du personnel est déjà réalisée dans les usines allemandes autorisées par la CMIC dont certaines se livrent à des fabrications interdites. Par exemple Rheinmetall de Düsseldorf, Siemens et Schuckert de Berlin: une mission française a visité récemment une filiale hollandaise de cette maison, la N.V. Nedarlandsche Apparat Fabrik «Lonnekee» et a pu se convaincre que les projecteurs vendus en Hollande étaient en réalité fabriqués par la firme de Berlin, partie optique (interdite) comprise. Zeiss (Iéna), qui envoie régulièrement à sa succursale hollandaise (Nederl-Instrumentan Cie à Venle) des pièces de télémètres, appareils de conduite de tir, périscopes, etc ... dont l'exportation est interdite*³⁹.

Le général Weygand complète ce chapitre en montrant bien qu'il attache beaucoup plus d'importance à la capacité que met en place l'Allemagne à devancer la France le moment venu plutôt qu'à sa capacité guerrière instantanée qu'il sait inférieure à la capacité française. Ce faisant, il apparaît comme un chef militaire ayant une vision prospective de sa fonction:

*Quelle que soit l'importance des stocks d'armement ainsi constitués, l'Allemagne a attaché plus d'intérêt au développement de son outillage industriel en vue des fabrications de guerre; c'est à cette fin qu'elle a réorganisé de la façon la plus moderne nombre de ses puissantes usines, qu'elle les dote en machines spécialisées, qu'elle poursuit avec ténacité l'étude de prototypes en constant perfectionnement. Ainsi équipée, orientée d'autre part dans sa préparation par les organes du Reichswehrministerium, l'industrie allemande est en mesure de passer, dès qu'elle en recevra l'ordre, à une phase d'activité rapidement portée au plus haut rendement*⁴⁰.

Fort de ces considérations, le général Weygand considère toujours, à la fin de 1931, qu'il est possible de déclencher une guerre contre l'Allemagne, de pénétrer sur son territoire et d'y mener une guerre décisive. Mais il estime également que le temps joue en faveur de l'Allemagne et qu'une telle guerre ne pourra plus avoir lieu – dans les mêmes conditions – au cours des années suivantes. Il montre ainsi que son inquiétude croît à mesure que l'Allemagne entre dans une phase de transition au sortir de laquelle elle aura reconstitué sa puissance militaire:

37 Ibid. p. 12.

38 Reichsverband der Deutschen Industrie.

39 Ibid. p. 11.

40 Ibid. p. 13.

Les dispositions que montre l'Allemagne à continuer de ne point tenir ses engagements, comme aussi les troubles possibles dans ce pays nous obligent à envisager comme pouvant devenir nécessaires, certaines prises de gages.

– *C'est à dire de la guerre politique ou diplomatique mais qui pourrait du jour au lendemain se transformer en guerre nationale.*

– *C'est à dire passer d'une guerre à objectifs limités et facilement conquis (précédent de Duisbourg dans la Ruhr, de Francfort etc) à une guerre à buts décisifs.*

Donc attention:

– *que les prises de gages soient aussi des conquêtes de valeur stratégique,*

– *que les moyens à y employer ne contrarient pas la mise sur pied de l'ensemble de nos forces,*

– *que le temps, en face de l'Allemagne ne joue pas pour nous (sauf pendant une période assez courte au début)⁴¹.*

1932: Le basculement

Dans la note d'information relative à la conférence de Genève du 7 septembre 1932⁴², approuvée en tous points par le général Weygand une semaine plus tard⁴³, on trouve, entre autres, des renseignements intéressants sur la perception de la menace allemande par le CSDN et son évolution en 1932, année du basculement dans le rapport de puissance entre la France et l'Allemagne, année au cours de laquelle la situation militaire relative des deux pays est considérée, par Paris, comme *particulièrement préoccupante*⁴⁴.

Il est notable que ce soit la «poussée de l'esprit hitlérien» qui apparaît comme l'élément le plus préoccupant, avant «l'état réel des armements» et les «violations des clauses militaires du Traité de Versailles, devenues particulièrement flagrantes depuis l'évacuation de la Rhénanie»⁴⁵.

S'appuyant une nouvelle fois sur les données fournies par les services français, le CSDN et le général Weygand s'inquiètent de la reconstitution du haut-commandement allemand «sur le modèle du Grand Etat-major de 1914, adapté aux conditions modernes» et de la capacité de l'armée allemande à mobiliser rapidement 21 divisions d'infanterie par détriplement de la Reichsheer et 3 ou 4 divisions de cavalerie.

Weygand estime en 1932, que l'armée allemande est en mesure de réunir, dès le temps de paix, plus de 700 000 hommes, ce qui représenterait une armée «pratiquement égale en nombre, sinon tout à fait en valeur, à l'armée allemande de 1914»⁴⁶. En son sein, les *formations hitlériennes*, évaluées à environ 400 000 hommes, sont définies dans les termes suivants:

Les troupes hitlériennes ont un caractère militaire tel qu'elles ont été qualifiées d'armée par plusieurs autorités officielles du Reich. Elles sont organisées en unités absolument semblables à celle de la Reichsheer, de la section à la division. Des régiments ont adopté les numéros de ceux

41 Journal, p. 89, 8 novembre 1931.

42 Note d'information destinée aux membres du CSG, 7 septembre 1932. SHAT 1N32.

43 «Le général Weygand donne son approbation à la nouvelle rédaction du 7 septembre de la note d'information relative à la conférence de Genève et destinée aux membres du CSG.» signé p. o. général Corap. Lettre manuscrite. SHAT 1N32.

44 Ibid. p. 23.

45 Ibid. p. 23 et suivantes.

46 Reichsheer: environ 100 000 hommes, police: 50 à 80 000 hommes, Stahlhelm: 150 000 hommes, formations hitlériennes: 400 000 hommes.

*de l'ancienne armée impériale dont ils prétendent faire revivre la tradition. Leurs états-majors de division ont été placés dans les garnisons mêmes où se trouvent les états-majors des Wehrkreise de la Reichsheer*⁴⁷.

Les auteurs de la note considèrent également qu'en dépit des obligations du traité de Versailles, l'industrie allemande a, en 1932, »repris à peu près toute liberté en matière de fabrications de guerre«⁴⁸. De plus, si les ressources et les capacités de production en matériels lourds (chars, avions, artillerie lourde), sont considérées comme »encore momentanément insuffisantes«⁴⁹, on estime tant au CSG qu'au CSDN, que l'Allemagne possède l'armement léger (fusils, armes automatiques, artillerie légère et de campagne) nécessaire à l'équipement instantané d'une armée de 700 à 750 000 hommes.

Enfin, pour les années 1930, 1931, 1932, le budget moyen de la Reichswehr est estimé, en moyenne annuelle, à 700 millions de marks (soit 4 milliards 200 millions de francs)⁵⁰ dont 500 millions de marks pour l'armée de terre. La part consacrée à l'entretien et à la fabrication du matériel est de 125 millions de marks soit 750 millions de francs. Il est intéressant de comparer ce dernier chiffre avec celui réclamé en permanence par le général Weygand pour la section 3 du budget⁵¹ qui est de 800 millions de francs et celui obtenu qui avoisine en moyenne 600 millions.

Ainsi l'état de l'armée allemande, tout comme ses possibilités d'évolution inquiètent le pouvoir politique tout comme l'autorité militaire. L'importance de son budget, la capacité de se transformer en armée moderne grâce à l'existence vérifiée »d'unités interdites«, les mises en service de matériels nouveaux, les activités »anormales et suspectes« de l'industrie allemande⁵², les rapports privilégiés entretenus avec l'Union Soviétique⁵³ représentent autant d'indices qui confortent le général Weygand dans ses positions d'intransigeance extrême face à l'Allemagne qu'il défend souvent seul dans une période politiquement difficile qui se termine par un véritable échec d'une France incapable d'empêcher la renaissance militaire allemande, mais peut-être aussi d'une France implicitement responsable de ce réarmement comme le sous-entend Weygand lorsqu'il écrit le 10 juillet 1932 dans son Journal:

Pour ne parler que de l'Allemagne: Réarmement, militarisation, mystique. Tout cela au service de desseins nullement cachés d'abord Pologne, Anschluss, en attendant la revanche à l'ouest. Tout cela le monde le sait⁵⁴. Mais tandis qu'à l'étranger le pacifisme et l'internationalisme passent avant de voir le jour, dans la matrice du nationalisme le plus outrancier et intransige-

47 Ibid. p. 24.

48 Ibid. p. 24.

49 Ibid. p. 24.

50 Chiffres en concordance avec ceux présentés dans le tableau comparatif des budgets militaires de la France et de l'Allemagne.

51 C'est-à-dire les fabrications nouvelles.

52 »(...), certaines usines allemandes fabriquent du matériel de guerre, sous couvert de commandes de l'étranger, (...). Fait à noter: sur 65 usines travaillant aux fabrications de guerre en 1932, 7 seulement sont autorisées. Note d'information destinée aux membres du CSG, 7 septembre 1932. SHAT 1N32, p. 27.

53 »(...), ce qui est certain, c'est que l'Armée Rouge et la Reichsheer entretiennent des relations suivies, échangeant des officiers, l'industrie de guerre allemande trouve en Russie des débouchés et l'armée allemande un champ d'études pour certaines expériences qu'elle désire mener à l'abri des indiscretions.« Ibid. p. 28.

54 Les caractères droits correspondent à des textes écrits en rouge par Weygand, dans son Journal.

ant, chez nous pacifistes et internationalistes immolent d'abord la France. C'est le travail de désorganisation de notre force militaire qui se poursuit soit avec une préméditation criminelle soit par faiblesse démagogique. Nous sommes arrivés à faire toutes les concessions pouvant encore s'accorder avec la solidité de notre Armée, (et les responsabilités que j'ai prises à ce sujet ne sont pas indemnes de critiques dans l'armée même qui recommence à souffrir d'un malaise certain). Un pas de plus et c'est l'Armée à terre. Mes fonctions me font devoir de le dire au gouvernement, de le prévenir du danger que court la Défense Nationale, de le conjurer de tenir ferme en usant de tous les moyens d'action sur son projet initial. Je manquerai à ma mission et compromettrai mon honneur militaire en me taisant⁵⁵.

1933–1935: Naissance d'une nouvelle puissance militaire

Le 9 mai 1933 le général Renondeau, attaché militaire à Berlin, envoie au 2^e Bureau de l'EMA une lettre qui peut être considérée comme l'acte de naissance officiel de la nouvelle armée allemande:

Ainsi l'Allemagne se reconstitue peu à peu une force militaire qui est à la vérité construite sur des bases différentes de celles qui ont été considérées pendant longtemps comme les seules orthodoxes. Assurément, cette force est encore peu dangereuse; elle manque de personnel instruit, mais le gouvernement hitlérien prend toutes les mesures voulues pour instruire militairement toute la nation et dans 10 ans l'Allemagne disposera de 10 classes complètes; elle manque de matériel, parce que sur ce point les entraves du traité de Versailles ont été jusqu'ici plus difficiles à dénouer que sur le chapitre du personnel, mais il n'est pas douteux que la ténacité allemande triomphera de nos résistances, soit parce qu'elle finira par obtenir notre consentement à un réarmement plus ou moins partiel, soit parce qu'elle reprendra sa liberté. D'une manière ou d'une autre, l'Allemagne sera redevenue dans quelques années – une dizaine au maximum – une puissance militaire de premier ordre. Elle le veut, de toutes ses forces, et nous ne saurions l'en empêcher⁵⁶.

A partir du milieu de l'année 1933, les renseignements qu'accumule Weygand sur l'armée allemande montrent à la fois clairement sa montée en puissance et l'incapacité française à y faire face autrement qu'en s'inquiétant.

Le 16 novembre 1933, il résume dans son Journal une note de l'EMA sur la puissance allemande⁵⁷:

(...) Matériel. 100 M. de marks soit 600 000 000 francs dépensés depuis 1927. Commandes paraissent s'accélérer depuis milieu de 1933. On sait qu'il y a dans les unités et dans les stocks: matériels et tous engins d'infanterie, artillerie: 77, 150 obusier, DCA, 150 obusier, AMC, chars, avions propres à la R.H.: 350, transmissions, brouillard, gaz, auto. dès avril 32, 5000 soit le double de Versailles, en outre canons importés de Suède, chars importés de Suède, d'Italie, Angleterre, Russie ?

On ne peut rien dire de plus précis que tout cela.

55 Journal, 10 juillet 1932.

56 Lettre du général Renondeau à l'EMA/2^e Bureau n° 402/AM du 9 mai 1933. SHAT 7N2591.

57 Il ne s'agit ici que d'un résumé des notes de Weygand, voir le texte complet dans son Journal, à la même date. Il faut remarquer que si Weygand éprouve la nécessité de retranscrire une note relativement longue de l'EMA, cela peut signifier soit qu'il n'a pas été destinataire de la note, soit qu'il lui confère une importance telle qu'il tient à la mentionner largement dans son Journal.

En cas de Mobilisation en novembre 1933

	quantité	effectif	effectifs totaux
1 – Armée de Campagne			
Divisions d'infanterie	21 à 25	15 000	315 à 375 000
Divisions de cavalerie	4 à 5	10 000	40 à 50 000
Brigades motorisées	1 à 2	2 500	5 000
2 – Grenzschutz	20 à 50	< 15 000	450 à 750 000
3 – Troupes de forteresse			
Régiment	5 à 10	3 000	30 000
4 – Eléments Organiques et de Réserves Générales			250 000
5 – Dépôts			300 000
<i>Totaux</i>			1 400 à 1 800 000

Pour le printemps 1934, possibilités?

Pour se battre sur deux fronts il faudrait 40 DI de campagne, quand les formera-t-elle? 40 DI de campagne mobilisables en 2 ans.

– *Matériel: pas de difficultés,*

– *Finances: mise sur pied de guerre d'une DI: 110 000 000 soit 220 000 000 pour 20 DI, plus Réserves Générales, Grenzschutz: idem, soit 5 milliards faciles à prélever sur 2 Budgets du Reich*⁵⁸.

Renaissance militaire allemande et difficulté d'un choix politique

Ces documents nous montrent que si le général Weygand n'a pas été entendu entre 1930 et 1935, à chaque fois qu'il dénonçait la duplicité allemande, la reconstruction de sa puissance militaire et les seuls atermoiements qui lui était opposés, ce n'est pas faute d'avoir tenté d'informer les instances gouvernementales. Quelle qu'ait été la valeur des arguments, économiques, diplomatiques ou autres, de ceux qui refusaient de l'entendre l'accusant de «crier au loup», il leur appartenait de mesurer, d'évaluer les arguments développés puis de décider de la politique à adopter, ce qu'ils ne firent pas toujours. Et si en 1930 la puissance allemande était réellement inexistante, il leur appartenait de tirer, au cours des années suivantes, les conséquences de son évolution permanente.

En effet, comparée à celle de 1930, la situation militaire allemande en 1935, telle qu'elle est perçue par l'EMA, ne permet plus aucune discussion et montre la portée, très limitée, de l'action *pédagogique* menée par Weygand.

Au printemps de 1935, le 2^e Bureau⁵⁹ estime que la Reichsheer se compose de 10 corps d'armée, de 24 divisions d'infanterie, d'une brigade de montagne, de 2 divisions de cavalerie, d'une brigade de cavalerie indépendante et de 3 divisions blindées soit environ 480 000 hommes dont 230 000 de carrière et 250 000 servant un

58 Journal, 16 novembre 1933. La majorité des sources consultées dans les archives du service historique de l'armée de terre (EMA, CSG, CSDN, Sénat, entre autres) confirment la renaissance de la puissance militaire allemande pendant les années 1933-1935, sans que pour autant les conséquences en soient tirées.

59 Note du 2^e Bureau sur l'effort militaire allemand, non diffusée, printemps 1935. SHAT 6N482.

an. Il précise qu'il ne s'agit là que d'un palier car la loi du 16 mars 1935 prévoit 2 corps d'armée et 12 divisions d'infanterie supplémentaires soit un total de 650 000 hommes qui devrait être atteint en 1937 «au plus tard». En plus de l'armée régulière, le service du travail, la police militarisée et les troupes auxiliaires (SS) permettent d'atteindre le chiffre de 790 000 en 1935 et d'un million en 1937. En 1930, la Reichsheer ne comptait dans l'estimation la plus forte de Weygand que 165 000 hommes, contre 100 000 prévus par le traité de Versailles.

En ce qui concerne la motorisation qui elle aussi était inexistante en 1930, le 2^e Bureau écrit :

Le gouvernement national socialiste a entrepris, depuis son arrivée au pouvoir, un vaste programme de motorisation nationale qui a été signalé à plusieurs reprises. (...) Dans ce cadre général, la motorisation de l'armée se poursuit sur un rythme très élevé. Ses efforts s'orientent dans deux directions principales :

- *d'une part la motorisation d'unités diverses dans les différentes armes et dans les grandes unités normales (corps d'armée, divisions d'infanterie et de cavalerie),*
- *d'autre part, la mise sur pied des grandes unités mécaniques. (...). Le commandement a, en effet, entrepris la mise sur pied de 3 divisions blindées dont la composition ne paraît pas encore définitivement arrêtée, (mais) il est certain que ces brigades blindées, disposant chacune d'une masse de 4 à 500 chars, possèdent une puissance offensive considérable. Elles possèdent, en outre, une grande mobilité et sont fortement armées pour la lutte à terre, contre les engins blindés ennemis⁶⁰.*

Essai de conclusion

Nous avons été contraint, pour apporter des éléments de réflexion, à défaut de réponses définitives, à la question de la perception de l'Allemagne par Weygand, d'effectuer des choix. Nous n'avons par exemple pas abordé la façon dont Weygand définit les formes de guerre qu'il redoute de voir menées par l'Allemagne, dont la principale est *la guerre brusquée*.

Mais, si nous avons également négligé de mentionner la place occupée par les voisins de la France et de l'Allemagne, c'est à dessein, car cette absence correspond en fait à la vision finale de Weygand sur l'Allemagne, la France et le contentieux qui, selon lui, les oppose.

En effet, la France de Weygand est une France isolée, continentale, et son ennemi, le seul qui compte, c'est l'Allemagne.

L'Italie, rarement mentionnée n'est considérée que comme un trublion omniprésent et désagréable. Les nations de l'Europe orientale, alliées privilégiées de la France ne représentent qu'une puissance d'appoint incertaine et l'URSS n'est encore qu'un rêve. Même la Belgique, dont la place est essentielle dans le dispositif militaire français, apparaît comme un allié incertain voire douteux et l'engagement des forces françaises outre-Quévrain n'est envisagé qu'avec prudence. Vers l'Atlantique, la place que confère Weygand à la Grande-Bretagne est proche de celle qu'elle occupait avant la Grande Guerre, c'est-à-dire celle d'un allié fidèle mais lointain comme le

60 Ibid. p. 13.

montrent ces réflexions émises, en mai 1935⁶¹, par le général Montgomery Massingberd lorsque Weygand lui pose la question des travaux entre états-majors français et britanniques et que le CIGS britannique répond qu'il est d'accord en principe mais qu'il est »tenu à la plus grande prudence, car ses voyages en France sont déjà l'objet d'une certaine méfiance.«

Enfin, Weygand n'évoque pour ainsi dire jamais les Etats-Unis, hormis pour mentionner la venue en Europe de Mac Arthur en 1932 et le commentaire flatteur, pour Weygand et ses idées, émis par le général américain sur l'armée française:

*La France et son armée sont, actuellement, le seul véritable facteur de paix en Europe (et) que jamais l'on ne doit réduire l'armée française ni d'un homme ni d'un officier: le contraire serait l'équivalent d'un suicide pour la France*⁶².

Ainsi la France militaire de Weygand nous apparaît, à l'aube de 1935 comme une France continentale et isolée qui doit se préparer, dans des conditions chaque jour plus difficiles, à affronter seule l'Allemagne pour achever un travail mal terminé une quinzaine d'années auparavant.

Cette perception d'une Allemagne exclusivement militariste et revancharde peut sembler excessive. Elle est apparue, au fil de nos recherches comme une nécessité conjoncturelle et une conviction profonde chez Weygand. Nécessité conjoncturelle car il s'agit pour Weygand de défendre un outil militaire français qui traverse au cours de cette période une crise profonde et n'est plus réellement en mesure de combattre en dépit des images d'Epinal généralement véhiculées à son sujet.

Mais il s'agit aussi d'une conviction profonde du commandant en chef désigné. Pour Weygand, il est inéluctable qu'un règlement de compte définitif, violent et à huis clos ait lieu entre la France et l'Allemagne, à l'exclusion de toute autre possibilité pacifique. Il ne croit pas au désarmement, redoute le prix des alliances, et ne compte pas réellement sur l'Empire. Dans la balance des forces entre la France de Weygand et l'Allemagne, il pense disposer d'un atout initial que le temps érode inexorablement: le répit gagné à Versailles et l'avance prise depuis. Il sait que l'Allemagne est potentiellement plus puissante que la France et que le temps qui passe joue en sa faveur car elle bénéficie d'une démographie et d'un tissu industriel de meilleure qualité. Mais il ne la redoute à aucun moment et sa conviction est faite quant à la nécessaire primauté de la force comme moyen ultime de défense de son pays à défaut de préservation de la paix:

*Avez-vous la paix? C'est votre droit. Mais voici votre unique alternative: vous devez ou l'imposer ou la subir, ou la maintenir par votre puissance ou la solliciter par vos renoncements. Vous n'aurez de paix que si vous êtes très fort ou très faible ... Cessez seulement de croire que vous l'obtiendrez par les voies moyennes que vous avez suivies jusqu'ici*⁶³.

61 Voir à ce sujet la présentation du voyage dans le chapitre consacré à la Belgique in GUELTON (voir n. 5). Compte-rendu du voyage sous la forme d'une note classée »très confidentielle«, remise par le général Weygand au Ministre le 11 mai 1935. SHAT 5N579.

62 Entretien du général Mac Arthur et du général Weygand, Paris, 2 octobre 1932. SHAT 1N42.

63 Paroles d'un Allemand (Pierre L. «Kurt et Grete»), cité par Weygand, en rouge dans le texte manuscrit, Journal, Ascension 1931.